

## Premiers résultats du profilage des personnes déplacées dans la Bamingui Bangoran

L'UNHCR, DRC et Echelle ont rendu public les premiers résultats du profilage des personnes déplacées internes (DI) effectué dans la Bamingui Bangoran, une zone en proie à l'insécurité depuis 2005 et inaccessible aux acteurs humanitaires depuis bientôt trois ans.

«La première phase de cet exercice a concerné la ville de Ndelé et l'axe Ndelé-Bamingui, et a touché 300 ménages. Quatre autres axes n'ont pu être couverts par cet exercice à cause de l'insécurité», a-t-on pu retenir lors de la restitution faite le 04 Novembre dernier par DRC et Echelle, les deux maîtres d'ouvrages de cet exercice, financé par l'UNHCR à travers le Fonds Humanitaire Commun.

Mais l'ensemble des acteurs humanitaires se félicite déjà de ce premier pas. «Il était plus qu'essentiel d'avoir des informations de base qui permettent de répondre efficacement aux besoins des personnes déplacées dans cette partie du pays», souligne Amah Assiamah, Administrateur Principal de Protection du HCR en RCA. «Jusqu'à ce jour, nous faisons face à un déficit important d'informations concer-

nant les personnes déplacées dans cette zone du fait de l'insécurité. Ce qui constituait un handicap majeur dans l'élaboration de nos stratégies, la planification de nos réponses et l'atteinte de nos objectifs», fait-elle remarquer.

De façon globale, ce profilage a permis de lever le voile sur les besoins des populations de cette partie de la Bamingui Bangoran, en déplacement récurrents depuis des années, et privées de l'assistance humanitaire à cause de l'insécurité. Les résultats pointent du doigt les problèmes de sécurité alimentaire, d'accès à l'eau potable, à l'éducation, et les problèmes de protection comme, le mariage précoce, l'emploi des mineurs dans les activités champêtres ou de pêche, etc.



Séance de discussions entre les enquêteurs et les personnes déplacées. Ph DRC

Des ressources additionnelles sont nécessaires pour poursuivre cette opération pilote de profilage dans la préfecture de l'Ouham (Markounda et Kabo) qui fait également face au phénomène de déplacement.

## Renforcer les capacités des acteurs dans le secteur du WASH\*

Les Bureaux de l'UNHCR du Congo et de la RCA ont organisé à Bangui une formation en vue de renforcer les capacités des acteurs intervenant dans le secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement (WASH). Cette formation a regroupé les employés de l'UNHCR des deux pays et les partenaires de l'Agence en RCA, intervenant dans ce secteur (ACTED, Triangle GH, CSSI, IMC).

Une semaine durant, les participants se sont familiarisés aux nouveaux outils et techniques de monitoring et de gestion des questions liées à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement dans les camps de réfugiés. A travers des exercices pratiques, ils ont bien assimilé les nouvelles techniques de collecte et d'analyse des données.

«Cette formation nous a permis d'harmoni-

ser notre compréhension du secteur WASH de manière à prendre en considération les aspects liés à la santé des populations, autrefois perdus de vue, mais qui ont un impact important sur celles-ci», reconnaît Thomon Djimbati, Administrateur Eau et Assainissement de l'UNHCR.

De façon globale, ces nouveaux outils

et techniques vont permettre au niveau de la RCA d'avoir des informations fiables pour pouvoir prendre des décisions, et au niveau régional d'effectuer une analyse



Les participants lors d'un exercice pratique de collecte de données à Bimbo. Ph UNHCR

comparative des données WASH entre la RCA et d'autres pays. Toutes ces données seront accessibles aux différents acteurs via le site : <http://his.unhcr.org/wash/>

\*WASH en anglais, water, sanitation and hygiene (eau, assainissement et hygiène)

## L'UNHCR et ses partenaires s'accordent sur leurs interventions en 2012

**L**e 28 Octobre dernier, un atelier a regroupé l'UNHCR et ses partenaires (CNR, COOPI, CSSI, DRC, IMC, Merlin et Triangle GH) dans les locaux de l'Agence pour faire l'état des lieux des activités réalisées au cours des trois premiers trimestres de l'année en cours, en faveur des réfugiés et personnes déplacées en RCA.

Après un rappel des objectifs stratégiques 2011 de l'UNHCR, les partenaires se sont relayés pour présenter leurs activités réalisées jusqu'ici. Il s'en est suivi un débat qui a permis aux participants de tirer les leçons et projeter l'année 2012 sur la base des objectifs stratégiques définis par l'UNHCR et les problèmes soulevés par l'évaluation participative organisée dans tous les camps et sites de déplacés accessibles entre septembre et octobre dernier.

Sur la base de ces orientations, les partenaires ont été invités à soumettre des projets en faveur des réfugiés et personnes déplacées. Pour les réfugiés, il s'agira d'assurer pro-

tection et assistance, tout en veillant au respect des standards et indicateurs, d'assurer l'accès aux structures et /ou services de base, d'offrir les possibilités d'auto suffisance alimentaire (excepté dans le Haut Mbomou où les conditions de sécurité ne sont pas encore favorables à une telle démarche) et de faire une évaluation de la situation et un profilage pour identifier les solutions durables appropriées (pour les Congolais et Soudanais), avec l'implication de toutes les parties prenantes. En zone urbaine, il sera question de poursuivre la recherche de l'intégration socio-économique et légale à travers un changement de statut alternatif, la naturalisation et l'obtention des permis d'emploi, et d'assurer les respects des droits des réfugiés.

En ce qui concerne les personnes déplacées, les efforts de l'Agence et de ses partenaires se focaliseront sur le



Discussion entre l'UNHCR et ses partenaires durant l'atelier. Ph UNHCR

soutien aux autorités nationales pour la documentation (jugements supplétifs d'acte de naissance et carte d'identité nationale) aux DIs et réfugiés retournés du Tchad et du Cameroun, l'appui à un retour durable, la poursuite du profilage et le plaidoyer pour l'accès humanitaire, la poursuite de la lutte contre les violences liées aux accusations de sorcellerie, le renforcement du soutien aux autorités nationales pour les amener à assumer leurs responsabilités dans la mise en œuvre de la Convention de l'UA pour la protection des DIs

### Evaluation des besoins des réfugiés et personnes déplacées Mieux orienter les interventions

**L'**UNHCR a organisé au cours des mois de septembre et octobre dernier une évaluation participative des besoins des réfugiés et personnes déplacées, basée sur les critères d'âge, de genre et de diversité, dans les localités de Zemio, Obo, Mboki, Kabo, Ndele, Kemo, Bambari, Batalimo et Bangui.

Cette évaluation qui a vu la participation des acteurs humanitaires, des autorités locales, des réfugiés, des personnes déplacées et des communautés hôtes, a permis d'avoir une vue synoptique des besoins réels des réfugiés, des personnes déplacées et même des communautés hôtes. Pour les réfugiés, il s'agit entre autres des difficultés d'accès aux terres cultivables, des difficultés de cohabitation avec les communautés hôtes, des arrestations arbitraires, de l'emploi des mineurs dans les travaux champêtres et de pêche, du mariage précoce et des mutilations génitales féminines, des

difficultés d'accès à la formation professionnelle et à obtenir un emploi, etc. Les personnes déplacées elles, sont dépourvues de toute documentation, ce qui restreint leur liberté de mouvement. En outre, elles manquent d'abris et de possibilités d'auto-suffisance, et éprouvent des difficultés d'accès aux terres arables, aux soins de santé, à l'éducation, pour ne citer que ceux-là.

Les informations collectées à travers cette évaluation participative vont permettre aux différents acteurs de



Groupe de discussion avec les femmes déplacées à Ndélé. Ph UNHCR/B. Mathurin

répondre aux besoins réels des populations concernées. L'UNHCR et ses partenaires prévoient déjà dans leurs interventions 2012 des réponses qui prennent en compte ces résultats.